



REPERE

COMPRENDRE - PARTAGER - RESTAURER

Prise en compte des impacts des mesures compensatoires

Fiche thématique
R - 7



Problématique

Les mesures environnementales proposées par les porteurs de projets, que ce soit des mesures de compensation ou d'accompagnement, vont modifier le fonctionnement du site sur lequel elles sont mises en place. Ainsi, elles peuvent impacter des fonctionnalités déjà présentes sur place.

Objectifs de la fiche

- Préciser le cadre de prise en compte des impacts d'une mesure environnementale.

Contexte Réglementaire spécifique et principes issus de la doctrine nationale et des lignes directrices nationales ERC

► Objectifs et exigences liés aux Mesures Compensatoires

Les articles L163-1 -I et R122-13 -I du CE exposent que les mesures compensatoires visent un objectif d'absence de perte nette, voire de gain de biodiversité, permettant ainsi de conserver globalement et, si possible, d'améliorer la qualité environnementale des milieux impactés. Il est précisé que ces mesures doivent être effectives pendant toute la durée des atteintes et qu'elles doivent garantir la fonctionnalité des sites impactés de manière pérenne.

► Extrait des lignes directrices nationales et de la doctrine ERC du Ministère :

Selon la doctrine nationale, « La mise en œuvre de la séquence Éviter Réduire, Compenser doit permettre de conserver globalement la qualité environnementale des milieux, et si possible d'obtenir un gain net, en particulier pour les milieux dégradés, compte tenu de leur sensibilité et des objectifs généraux d'atteinte du bon état des milieux. [...] [Dans ce cadre, les mesures compensatoires] doivent permettre de maintenir voire le cas échéant d'améliorer la qualité environnementale des milieux naturels concernés à l'échelle territoriale pertinente. »

L'objectif poursuivi de la compensation est donc d'atteindre une non-perte nette de biodiversité et, dans certains cas, de tendre vers un gain net. Pour les milieux aquatiques, la compensation doit assurer la non dégradation de la qualité de la masse d'eau et ne pas compromettre l'atteinte de l'objectif de qualité.



PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Recommandations méthodologiques issues des lignes directrices

Bien que les mesures compensatoires aient une vocation environnementale, elles doivent faire l'objet, comme tout projet, d'**une analyse d'impacts** qui commence par une description de l'état initial du site. Par extension, ces principes sont valables pour les mesures d'accompagnement, et les projets de restauration de façon générale.

La définition des mesures compensatoires passe en pratique par les étapes suivantes :

- décrire les impacts résiduels, y compris les impacts cumulés, pour dimensionner la mesure compensatoire ;
- identifier une zone sur laquelle la compensation sera pertinente ;
- identifier dans cette zone les sites qui pourraient servir de support pour la compensation ;
- mener une expertise pour la maîtrise foncière de ces sites (par la propriété ou par contrat) avec l'appui de partenaires ;
- retenir une action écologique ou une combinaison d'actions permettant d'atteindre les objectifs affichés ;
- rechercher la complémentarité des mesures compensatoires prises au titre de différentes procédures ;
- définir les modalités de gestion permettant de garantir la pérennité de la mesure ;
- **décrire les impacts environnementaux négatifs éventuels de la mesure compensatoire proposée et le cas échéant reconsidérer la mesure ;**
- s'assurer de la faisabilité de la mesure, y compris en prévoyant des modalités de gestion adaptative ;
- renforcer au besoin la mesure compensatoire par des mesures d'accompagnement.

Une mesure compensatoire peut-elle donner lieu à des mesures compensatoires ?

Comme tout projet, il est possible que des **impacts résiduels significatifs** persistent malgré les phases d'évitement et de réduction. Il convient alors de se conformer à la réglementation en vigueur et proposer, lorsque nécessaire, des mesures compensatoires complémentaires – tels les cas de procédures de dérogation à la protection d'espèces protégées.

Pour ces cas, l'application du processus classique d'évaluation des impacts environnementaux et la définition du projet à vocation environnementale **garantiront que ces mesures compensatoires complémentaires seront circonscrites et maîtrisées** : elles ne pourront en aucun cas donner elles-mêmes lieu à d'autres mesures compensatoires, car elles seront **anticipées** et serviront uniquement à **ajuster le projet** dans ses derniers contours. De plus, le maître d'ouvrage garde à tout moment la possibilité de rechercher d'autres mesures compensatoires ne générant pas d'impacts.

Oui, mais le maître d'ouvrage peut l'anticiper et choisir de l'éviter !

À retenir

En général, les impacts des mesures environnementales sont réduits et, dans la pratique, les services instructeurs accompagnent les porteurs de projet dans l'amélioration de leurs mesures compensatoires ou d'accompagnement lorsque celles-ci présentent des impacts négatifs significatifs.



L'analyse des services instructeurs pour l'estuaire de la Seine

La mesure compensatoire peut être considérée comme un projet à part entière qui devra répondre aux exigences liées à l'application de la séquence ERC. Tout comme les projets d'aménagement, la description de l'état initial des sites destinés à accueillir des mesures de compensation est donc primordiale car elle seule permettra d'anticiper et de cadrer leurs impacts éventuels. Il conviendra également d'étudier les actions d'ingénierie écologique possibles, le gain en fonctionnalité escompté, et la faisabilité locale des travaux. Un travail préalable est nécessaire pour s'assurer de la compatibilité avec les engagements publics ou privés sur la zone ciblée, afin d'éviter tout conflit avec ceux-ci (cf. fiches relatives aux notions d'additionnalité et de cumul des mesures environnementales).

Lors de la construction des mesures environnementales il convient de prendre en compte trois types d'enjeux :

1. les enjeux environnementaux de la zone ciblée,
2. les autres enjeux et l'acceptabilité de la mesure (biens et personnes à proximité),

3. les modifications de l'exposition aux risques engendrés par les mesures (inondation, littoral...).

Les impacts ne concernent pas que les milieux naturels mais aussi les usages et l'exploitation des terrains. Les études de faisabilité (toutes thématiques) et la concertation locale permettent d'identifier les impacts et les solutions pour appliquer correctement la séquence ERC (ex : la concertation organisée autour du comité de règlement d'eau du Marais Vernier a permis la bonne prise en compte des impacts d'un projet de gestion des niveaux d'eau sur les activités agricoles). C'est bien ensuite la bonne application de cette séquence ERC ainsi que les éventuels impacts résiduels qui seront analysés par les services instructeurs.

Afin d'orienter les porteurs de projets dans la description de l'état initial des sites qu'ils ont choisis, 2 documents récapitulant les principes et les bonnes pratiques pour l'identification des enjeux environnementaux sont proposées : « **État initial – Zones Humides** » et « **État initial - Biodiversité** ».

Un exemple d'évaluation des impacts d'une mesure environnementale

Le projet de restauration des « Petits Saules » à Sahurs par HAROPA – Port de Rouen

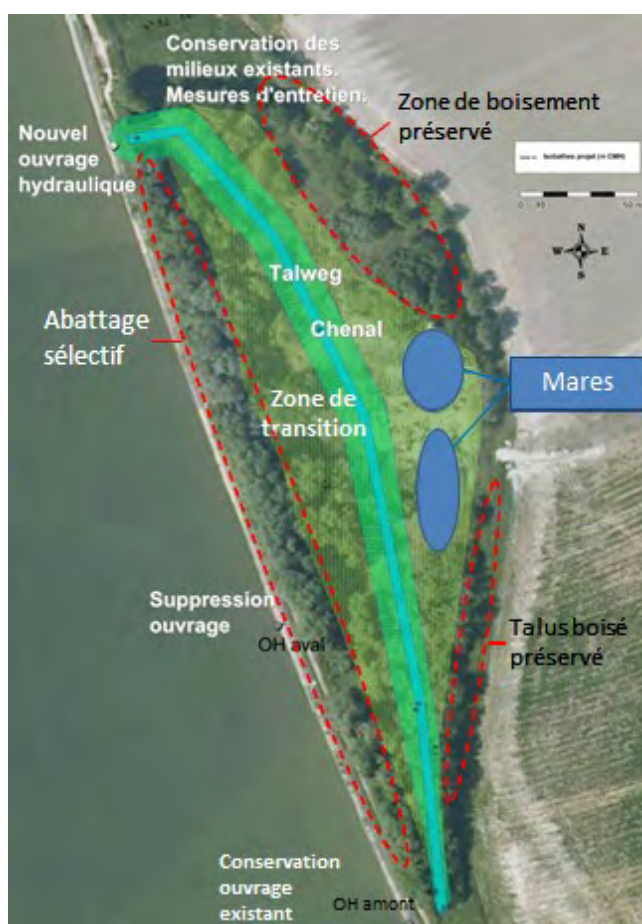
Dans le cadre de l'amélioration de ses accès maritimes, HAROPA - Port de Rouen est maître d'ouvrage de plusieurs mesures d'accompagnement qui consistent en des projets de restauration de milieux sur l'estuaire de la Seine, dont le projet de restauration du site des « Petits Saules » sur la commune de Sahurs fait partie.

Ce projet, dont les travaux se sont achevés au 1^{er} semestre 2019, a consisté à recréer une annexe hydraulique à la Seine ainsi que des vasières, milieux humides à fort potentiel écologique. Pour le réaliser, et notamment identifier les contraintes et potentiels d'intervention, plusieurs diagnostics préalables ont été conduits :

- diagnostic faune-flore en 2013,
- analyse du fonctionnement hydraulique en 2016-2017,
- analyse paysagère en 2017,
- diagnostic spécifique aux chiroptères et à l'entomofaune pour identifier les arbres à conserver en 2017.

Ces analyses ont été utilisées pour définir les aménagements à réaliser et en délimiter les contours. Elles ont permis d'évaluer leurs gains environnementaux et ont conduit à modifier le projet initial afin de l'adapter aux enjeux environnementaux locaux et de réduire ses impacts potentiels sur l'environnement (délimitation des secteurs terrassés, sélection des arbres conservés, positionnement des mares créées, choix des zones et des essences replantées).

Ce projet a, en outre, fait l'objet d'une procédure d'évaluation des incidences sur le paysage et d'un passage en Commission Départementale de la Nature, des Sites et des Paysages (CDNPS) au titre de l'article L.341-10 du Code de l'environnement, en raison du classement de la Boucle de Roumare dont le site fait partie. Le projet a également fait l'objet d'une évaluation des incidences sur les risques d'inondation en raison des modifications apportées à la digue de Seine, ouvrage classé.



LE PROJET REPERE S'INTÉRESSE AUX POTENTIALITÉS DE PRÉSERVATION ET RESTAURATION ÉCOLOGIQUE DES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES DE L'ESTUAIRE DE LA SEINE. IL COMPORTE UN VOLET RÉGLEMENTAIRE PILOTÉ PAR LA DREAL NORMANDIE ET UN VOLET SCIENTIFIQUE PILOTÉ PAR LE GIP SEINE-AVAL.

Fiche réalisée en décembre 2020

Ministère de la Transition écologique

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

Cité administrative - 2, rue Saint-Sever - BP 86002 - 76032 Rouen cedex

Tél. : 02 35 58 52 80 - Fax : 02 35 58 56 16

dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Crédit photo : carte des paysages de la vallée et de la baie de la Seine, produite par M. Antoni, A. Blanchardon, A. Hecquet et E. Lombard, APR 2015-2016 de l'ENSP ersailles Marseille, pour le CPIER Vallée de la Seine.